

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : Nicole LAGET
POSTE : 04.75.79.28.70

ARRÊTÉ n° 01-2874

Le Préfet
Du département de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifié par le décret n° 2000-258 du 20 mars 2000, et notamment ses articles 20 et 18 ;

VU la loi sur l'eau 92.3 du 3 janvier 1992 relative à la gestion de la ressource en eau ;

VU le décret n° 89.3 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

VU l'arrêté n° 1204 délivré le 31 mars 2000, autorisant la Sté DELIFRUITES à exploiter, au lieu-dit "les Pangons", à MARGES, une unité de préparation et conditionnement de jus de fruits pour une capacité de 700 000 litres/jour, activité relevant de la rubrique 2253-1 ;

VU la demande d'autorisation formulée en novembre 2000 par M. le Directeur de la Sté DELIFRUITES, à MARGES, afin de procéder à des modifications concernant l'origine et l'utilisation de l'eau dans l'entreprise ;

VU en date du 17 mai 2001 l'avis prononcé par le Conseil Départemental d'Hygiène sur le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 4 mai 2001 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé au pétitionnaire le 12/07/01, et la réponse apportée par celui-ci le 19 juin 2001 ;

CONSIDERANT la nature des modifications apportées à l'installation et les dispositions prises par l'exploitant pour s'assurer de la qualité de cette ressource en eau ;

CONSIDERANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Les prescriptions techniques complémentaires, figurant en annexe, relatives à l'utilisation de l'eau dans l'entreprise sont imposées à la Sté DELIFRUIT, sise à MARGES ;

ARTICLE 2 : Délais et voies par recours (art L 514.6 du Code de l'Environnement)

Les dispositions prises en application du Code de l'Environnement peuvent être déferées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de GRENOBLE) :

1 - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de 2 années suivant la mise en activité de l'installation.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Ces recours ne suspendent pas le délai de recours devant le tribunal Administratif.

ARTICLE 3 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de MARGES et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 4 : Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Drôme, le Maire de MARGES et l'Inspecteur des Installations Classées à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- M.. le Maire de MARGES
- M. le Directeur départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- M. le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. l'Inspecteur des Installations Classées Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- Sté DELIFRUIT, à MARGES

Fait à Valence, le 6 juillet 2001

Le Préfet,

Par délégation,

Le secrétaire Général,

Jacques NODIN

Pour ampliation,
Le Chef de section,



Nicole LAGET

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Sté DELIFRUIT S.A, à MARGES
ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL
N° 01-2874 DU 6 juillet 2001.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMPLEMENTAIRES
à l'arrêté d'autorisation n°1204 du 31 mai 2000

Art. 1^{er}. – le § 4.1 de l'article 2 des prescriptions techniques jointes à l'arrêté préfectoral n° 1204 du 31 mars 2000 est remplacé par le paragraphe suivant :

« 4.1 – Alimentation en eau :

L'eau utilisée dans l'entreprise provient du réseau public, d'un forage privé existant désigné aux paragraphes suivants comme "petit forage" et d'un nouveau forage de production implanté sur une parcelle appartenant à la Sté DELIFRUIT S.A et référencée au cadastre de Margès sous le n° 44 b de la section ZC.

L'eau du réseau public est utilisée pour les sanitaires du personnel et pour le réseau de défense incendie.

L'eau de nouveau forage est utilisée pour la préparation des boissons aux fruits ou à base de fruits, pour la production d'eau chaude, pour la préparation des bouteilles, pour le lavage des circuits et des installations, pour le lavage des sols, pour la lubrification des chaînes (avancement des bouteilles).

L'eau du petit forage est utilisée pour le refroidissement des surpresseurs et des pasteurisateurs.

A compter du 1^{er} Janvier 2002, le refroidissement des surpresseurs et des pasteurisateurs sera réalisé en circuit fermé.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de installations pour limiter la consommation d'eau.

Art. 2. – le § 4.1.1 est remplacé par le paragraphe suivant :

« 4.1.1 – *Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesures totalisateur agréés. Le relevé se fera quotidiennement pour le nouveau forage, mensuellement pour le petit forage et le réseau public. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.*

Annuellement, l'exploitant fera part à l'inspecteur des installations classées de ses consommations en eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrications. »

Art. 3. – un § 4.1.2 ainsi rédigé est ajouté :

« 4.1.2 – Consommation d'eau :

L'eau du nouveau forage entrera dans la composition des boissons préparées dans l'entreprise et sera utilisée pour le lavage des matériels, la préparation des bouteilles, la production d'eau chaude.

La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le nouveau forage sera limitée à 1500 m³/jour et ce pour un débit instantané maximal de 75 m³/h, correspondant à un volume annuel maximal de prélevé de 350 000 m³.

La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le petit forage sera limitée à 300 m³/jour, correspondant à un volume annuel maximal de 60 000 m³. »

Art. 4. – un § 4.1.3 ainsi rédigé est ajouté :

« 4.1.3 – Contrôle de la qualité de l'eau issue du nouveau forage aux différents postes d'utilisation :

Conformément aux dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 et de ses annexes, la vérification de la qualité de l'eau du nouveau forage aux points d'utilisation sera assurée conformément au programme défini dans le tableau ci-dessous.

Les prélèvements d'eau et les analyses seront réalisés par un laboratoire agréé.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont supportés par la Sté DELIFRUITTS selon les tarifs et les modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la Santé, de l'Economie, de la Consommation, et des Collectivités territoriales.

Points de prélèvement	Qualité de l'eau	Fréquence annuelle d'analyses	Analyses types
Incorporation dans les nectars. Prélèvements au point d'utilisation	Eau de source	2	B3 / C1 + relevé du volume journalier
Prélèvements à la sortie de l'adoucisseur	Eau de source adoucie	< 900 m3/j = 2,5	P1 + 0,5 P2P
Incorporation dans les boissons au thé. Prélèvements au point d'utilisation	Eau de source adoucie	3	B3 / C1 + relevé du volume journalier
Incorporation dans les boissons Coca Cola. Prélèvements au point d'utilisation	Eau de source chlorée/déchlorée	6	B3 / C1 + relevé du volume journalier

Art. 5. – un paragraphe 4.1.4 ainsi rédigé est ajouté :

« 4.1.4 – Autocontrôle :

Sans préjudice des vérifications prévues au paragraphe 4.1.3, l'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux entrant dans la composition des produits destinés à la consommation humaine.

L'exploitant tient à la disposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales les résultats des vérifications qu'il a opéré pour surveiller la qualité des eaux ainsi que les autres informations en relation avec cette qualité.

Lorsque les résultats des vérifications font apparaître le dépassement d'une des valeurs limites fixées, au décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, l'exploitant porte immédiatement ses résultats à la connaissance du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

Art. 6 - Le paragraphe 4.2 des prescriptions techniques jointes à l'arrêté préfectoral n° 1204 du 31 mai 2000 est remplacé par le paragraphe suivant :

« 4.2 - *Sur la totalité du site de l'entreprise, les réseaux d'eau public et privés sont aménagés sans connexion entre eux ».*

Fait à VALENCE; le 6 juillet 2001

Le Préfet,
Par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jacques NODIN

Pour ampliation,
Le Chef de Section,


Nicole LAGET